

.....
Avis n°19-71269

Attention : les informations contenues dans l'extrait PDF peuvent dans certains cas ne pas présenter le texte intégral de l'annonce. Les extraits PDF des annonces du BOAMP ne constituent pas le format officiel, pour consulter le texte intégral au format officiel du présent avis, cliquez sur <http://www.boamp.fr/avis/detail/19-71269/officiel>

Avis de marché

Département(s) de publication : **974**
Annonce No **19-71269**
Services

- *Nom et adresse officiels de l'organisme acheteur* : Commune de Petite-Ile.
Correspondant : M. le maire, 192 rue Mahé de Labourdonnais 97429 Petite Iletél. : 02-62-56-79-79courriel : marches@petite-ile.re adresse internet : <http://www.petite-ile.re> .
Adresse internet du profil d'acheteur : <https://marchespublics-petite-ile.omnikles.com> .

Objet du marché : assistance à maîtrise d'ouvrage pour l'acquisition de progiciels de gestion financières et de gestion des ressources humaines.

Lieu d'exécution et de livraison: commune de Petite-Ile.

Caractéristiques principales :

l'avis concernent les prestations d'assistance à maîtrise d'ouvrage dans le cadre du projet d'acquisition de progiciels de gestion financières et de gestion des ressources humaines.

La consultation n'est pas divisée en lot.

Les prestations font l'objet d'une tranche ferme et d'une tranche optionnelle selon la décomposition suivante :

* Tranche Ferme : Mission de base (Définition de la stratégie et du planning de réalisation, analyse du besoin et étude de la solution progicielle cible + Suivi de la mise en oeuvre et de l'exécution)

* Tranche Optionnelle : Préparation de la consultation des entreprises + suivi de la consultation et attribution des marchés

Refus des variantes.

Cautionnement et garanties exigés : sans objet.

Modalités essentielles de financement et de paiement et/ou références aux textes qui les réglementent : modalité de financement: Le marché sera financé par la Commune sur son budget principal. Le marché pourra également faire l'objet d'un financement par d'autres organismes.

Modalité de paiement: Les sommes dues au(x) titulaire(s), seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 euros. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Forme juridique que devra revêtir le groupement d'opérateurs économiques attributaire du marché : les soumissionnaires peuvent présenter une offre, soit en qualité de candidats individuels, soit en qualité de membres d'un ou de plusieurs groupements. Ils ne peuvent donc pas cumuler les deux qualités. Le groupement peut être conjoint ou solidaire. En cas de groupement conjoint, le mandataire sera solidaire des membres du groupement. Toutefois, un candidat ne peut être mandataire que d'un seul groupement. *Les candidatures et les offres seront entièrement rédigées en langue française ainsi que les documents de présentation associés.*

Unité monétaire utilisée, l'euro.

Justifications à produire quant aux qualités et capacités du candidat :

Documents à produire obligatoirement par le candidat, à l'appui de sa candidature :

- Copie du ou des jugements prononcés, si le candidat est en redressement judiciaire;
- Déclaration sur l'honneur du candidat justifiant qu'il n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner obligatoires prévus aux articles 45 et 48 de l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 ou, pour les marchés publics de défense ou de sécurité, qu'il n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner obligatoires prévus aux articles 45, 46 et 48 de l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 (si cette déclaration n'est pas déjà demandée dans le cadre du formulaire DC1, ci-après);
- Déclaration sur l'honneur du candidat attestant qu'il est en règle, au cours de l'année précédant celle au cours de laquelle a lieu le lancement de la consultation, au regard des articles L. 5212-1, L. 5212-2, L. 5212-5 et L. 5212-9 du code du travail, concernant l'emploi des travailleurs handicapés;
- Si le candidat est établi en France, une déclaration sur l'honneur du candidat justifiant que le travail est effectué par des salariés employés régulièrement au regard des articles L. 1221-10, L. 3243-2 et R. 3243-1 du code du travail (dans le cas où le candidat emploie des salariés, conformément à l'article D. 8222-5-3° du code du travail).

Documents à produire à l'appui des candidatures par le candidat, au choix de l'acheteur public :

- Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les fournitures, services ou travaux objet du marché, réalisés au cours des trois derniers exercices disponibles;
- Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années;
- Présentation d'une liste des principales fournitures ou des principaux services effectués au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé. Les livraisons et les prestations de services sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration de l'opérateur économique;

- Formulaire DC1, Lettre de candidature - Habilitation du mandataire par ses co-traitants (disponible à l'adresse suivante : <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>).

Documents à produire obligatoirement par l'attributaire, avant la signature et la notification du marché public ou de l'accord-cadre (formulaire NOTII) :

- Les pièces prévues aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 et D. 8222-8 du code du travail;
- Si l'attributaire est établi en France, les attestations et certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant qu'il a satisfait à ses obligations fiscales et sociales ou un état annuel des certificats reçus;
- Si l'attributaire est établi dans un Etat autre que la France, un certificat établi par les administrations et organismes du pays d'origine. Lorsqu'un tel certificat n'est pas délivré par le pays concerné, il peut être remplacé par une déclaration sous serment, ou dans les Etats où un tel serment n'existe pas, par une déclaration solennelle faite par l'intéressé devant l'autorité judiciaire ou administrative compétente, un notaire ou un organisme professionnel qualifié du pays.

La transmission et la vérification des documents de candidatures peut être effectuée par le dispositif Marché public simplifié sur présentation du numéro de SIRET : NON

Critères d'attribution :

Offre économiquement la plus avantageuse appréciée en fonction des critères énoncés ci-dessous avec leur pondération.

- la valeur technique : 60 %;
- le prix : 40 %.

Type de procédure : procédure adaptée.

Date limite de réception des offres : 10 juin 2019, à 12 heures.

Délai minimum de validité des offres : 120 jours à compter de la date limite de réception des offres.

Autres renseignements :

Renseignements complémentaires : a) Précision relative à l'heure limite de remise des offres définies ci-dessus: l'heure précisée est l'heure locale (Utc+4)

b) Durée du marché et délai d'exécution: Le présent marché prendra effet à la date de sa notification jusqu'à la mise en oeuvre effective des progiciels.

Les délais d'exécution s'entendent en semaines et sont à définir par les candidats au niveau de l'acte d'engagement. Les délais démarrent à compter du lendemain de la réception de l'ordre de Service.

Les délais doivent s'inscrire dans un objectif d'utilisation effective des progiciels au 1^{er} janvier 2021.

Les candidats fourniront un planning détaillé d'exécution.

Les délais de chaque phase sont définis par les candidats au niveau de l'acte d'engagement.

c) Sélection des candidatures: Si le dossier de candidature est incomplet, le Pouvoir Adjudicateur se



BOAMP.fr

Bulletin officiel des annonces des marchés publics

réserve la possibilité de faire compléter la candidature. Le Pouvoir Adjudicateur sélectionne les candidatures aptes à exercer l'activité professionnelle, disposant de la capacité économique et financière ainsi que des capacités techniques et professionnelles nécessaires à l'exécution du marché. Les candidatures incomplètes ou jugées inaptes à exercer l'activité professionnelle ou ne disposant pas de la capacité économique et financière ou des capacités techniques et professionnelles nécessaires à l'exécution du marché seront éliminées.

Conditions et mode de paiement pour obtenir les documents contractuels et additionnels :

Le dossier de consultation est disponible gratuitement sur le site internet : <https://marchespublics-petite-ile.omnikles.com>.

Conditions de remise des offres ou des candidatures :

les réponses seront transmises dans les conditions définies au règlement de la Consultation uniquement par voie électronique sur le profil acheteur :

<https://marchespublics-petite-ile.omnikles.com>.

Date d'envoi du présent avis à la publication : 20 mai 2019.